

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 1622

[2004/ 201236]

4 SEPTEMBRE 2003 — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux titres de trésor culturel vivant et de chef-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel et à l'octroi des subventions accordées aux personnes ayant reçu ce titre et aux opérateurs organisant les manifestations auxquelles ces titres ont été décernés

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le chapitre VII du décret du 11 juillet 2002 relatif aux biens culturels mobiliers et au patrimoine immatériel de la Communauté française;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 mai 2003;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 février 2003;

Vu l'avis du Ministre du Budget, donné le 27 février 2003;

Sur proposition du Ministre ayant la Culture dans ses attributions,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1. « formes d'expression orale » : les représentations et expressions traditionnelles de communication et d'information, de la poésie, de l'histoire, des mythes, des légendes et autres formes de narration (en ce compris la littérature, la mémoire orale et les contes traditionnels), utilisant le français ou les langues endogènes.

2. « spectacle traditionnel » : les arts d'interprétation pratiqués lors de manifestations festives ou cérémonielles culturelles. Entre autres formes d'expression, on vise l'expression corporelle, la musique, le théâtre, les marionnettes, les jeux, les chants et les danses.

3. « artisanat et savoir-faire » : les techniques traditionnelles liées à la réalisation, l'entretien, et la restauration du patrimoine mobilier (en ce compris le patrimoine mobilier en lien avec le patrimoine immatériel), du patrimoine immobilier ou de toute machine ou outil nécessaire à la fabrication ou à la mise en oeuvre d'un bien culturel mobilier.

4. « tradition » : les pratiques sociales et représentations provenant du passé

par transmission inter-générationnelle et auxquelles le groupe attribue un statut particulier.

5. « opérateur » : personne physique ou morale organisant les manifestations du patrimoine immatériel de la Communauté française.

CHAPITRE II. — *Les trésors culturels vivants*Section 1^{re}. — Le titre de trésor culturel vivant

Art. 2 procédure d'octroi

§ 1^{er}. La demande peut être introduite auprès de l'Administration

— soit par la personne elle-même;

— soit à l'initiative de la Commission;

— soit à la demande écrite du Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune sur le territoire de laquelle la personne est domiciliée;

— soit à la demande écrite d'au moins cent personnes majeures domiciliées en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-capitale

§ 2 Le dossier de demande d'octroi du titre de trésor culturel vivant comprend, en trois exemplaires, les documents suivants :

1^o les coordonnées de la personne;

2^o une note décrivant la façon dont elle répond, par ses activités ou compétences, aux critères d'octroi du titre de trésor culturel vivant;

3^o son accord écrit à recevoir le titre de trésor culturel vivant et à favoriser la communication et la transmission de son savoir ou savoir-faire.

A dater de la réception des documents par l'Administration et jusqu'à la prise de décision par le Ministre, la personne est tenue d'informer l'Administration de la date et du lieu de ses manifestations publiques et de lui fournir tous les documents ou publications adressés au public.

§ 3 L'Administration transmet le dossier complet à la Commission.

Art. 3 utilisation et procédure de suspension et de retrait du titre

§ 1^{er}. La personne qui a reçu le titre de « trésor culturel vivant » le porte toute sa vie durant.

§ 2 La suspension de l'octroi du titre peut être prononcée par le Ministre moyennant le respect des modalités suivantes :

a) un rapport de la Commission proposant la suspension sur base du constat qu'un ou plusieurs des critères d'octroi n'a pas été effectif pendant une période de plus de trois mois ou que le titre ait été utilisé de manière abusive;

b) la notification par le Ministre à la personne concernée de cette proposition de suspension avant l'examen de celle-ci par la Commission;

c) l'audition de la personne par la Commission ou un de ses représentants ou, si la personne en exprime le souhait, le dépôt d'un mémoire, dans un délai de trente jours à dater de la notification de la proposition de retrait par le Ministre;

d) la remise de l'avis de la Commission au Ministre.

La suspension est prononcée en signe d'avertissement unique avant un retrait définitif.

La suspension est prononcée pour un délai de six mois à dater de la notification par le Ministre à l'opérateur, délai au terme duquel la Commission réexamine la situation et propose le retrait définitif ou, à nouveau, l'octroi du titre.

Section 2^e. — Les subventions octroyées au trésor culturel vivant

Art. 4 objectifs de la subvention

Le Ministre peut, dans la limite des crédits budgétaires, accorder des subventions à la personne reconnue comme trésor culturel vivant dans le but de favoriser ses activités, de transmettre son savoir et savoir-faire à des successeurs et pour la réalisation, l'acquisition et la restauration de l'équipement indispensable à la pratique, au maintien ou à la transmission de ses activités relatives au patrimoine immatériel.

Art. 5 Le taux de la subvention est fixé à 60% du prix réel de l'équipement.

Le montant de la subvention est diminué de toute autre aide publique se rapportant au même objet.

Art. 6 Pendant une période de dix ans, à dater de la liquidation de la subvention, le bénéficiaire ne peut ni céder à titre onéreux ou gratuit, ni prêter l'équipement subventionné sans l'accord préalable du Ministre. Le bénéficiaire en possède toutefois la pleine jouissance et en supporte la totalité des frais d'entretien et de réparation. Il assume l'entière responsabilité de son utilisation et de sa bonne conservation. Dès constat, il informe l'administration de la perte, du vol ou de la destruction de l'équipement subventionné.

En cas de décès de la personne reconnue comme « trésor culturel vivant », ses ayants-droit sont tenus d'en aviser sans délai l'Administration.

Les ayants-droit remettent l'équipement subventionné à l'Administration dans un délai de trois mois, sauf dans le cas où ils peuvent faire la preuve qu'au moins l'un d'entre eux l'utilise à des fins équivalentes.

Art. 7 procédure d'octroi

La demande de subvention est adressée à l'Administration qui l'enregistre et en accuse réception.

L'Administration la communique sans délai à la Commission.

Art. 8 La demande est établie en double exemplaire sur formulaires délivrés par l'Administration. Elle mentionne toutes les informations utiles à son instruction.

A l'appui de la liste détaillée de l'équipement objet de la demande, le demandeur joint une ou plusieurs offres de prix émanant de fournisseurs consultés. Chaque offre précisera outre les caractéristiques techniques de l'équipement, son prix unitaire, le taux de la taxe sur la valeur ajoutée ainsi que tous les éléments constitutifs du prix de revient tels que le transport, ristourne éventuelle consentie par le fournisseur,... Seront fournis, selon le cas, tous les documents préparés en vue de la passation de marché.

Art. 9 L'Administration notifie au demandeur le montant de la subvention octroyée sur avis de la Commission.

Art. 10 A dater de l'envoi de l'accusé de réception dont question à l'article 7, le demandeur est autorisé à commander l'équipement pour lequel la subvention est sollicitée. Cette autorisation ne vaut en aucun cas promesse de subvention. Toute commande antérieure à cette date entraîne le refus de la subvention.

Art. 11 Préalablement à la liquidation de la subvention, le demandeur fournit à l'administration, dans un délai fixé dans la notification visée à l'article 9 la facture d'achat de l'équipement subventionné délivrée par son fournisseur. Ce document reprendra les éléments apparaissant dans l'offre retenue et dont question à l'article 8 Il portera, en toutes lettres, la mention « certifié sincère et véritable à la somme de... » et sera signé et daté par le fournisseur.

S'il fait appel à plusieurs fournisseurs, toutes les factures seront fournies en un seul envoi.

Art. 12 Dès réception des documents prévus à l'article 11, la subvention est mise en liquidation par l'Administration. Le montant de la subvention est liquidé en une seule fois.

Art. 13 Dans le délai de trente jours qui suit le paiement de la subvention, le demandeur est tenu de fournir à l'Administration la preuve de paiement des factures relatives à l'équipement subventionné.

Art. 14 Dans le cas de cession, vol, destruction de l'équipement subventionné endéans la période de dix ans visée à l'article 6 l'Administration exigera le remboursement de la subvention proportionnellement à la valeur de l'équipement, sauf dans le cas où l'indemnité versée par l'assurance est utilisée à des fins de rééquipement équivalent.

Cette valeur tient compte, vétusté déduite, du prix d'achat de l'équipement subventionné et du montant de la subvention octroyée.

Les ayants-droit d'une personne ayant reçu le titre de « Trésor culturel vivant » décédée ne perçoivent pas la subvention.

CHAPITRE III. — Chef-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel

Section 1^{re}. — Le titre de chef-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel

Art. 15 critères d'octroi

Pour obtenir le titre de chef-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel, la manifestation remplit les critères suivants :

1^o elle est fondée sur la tradition;

2^o elle est exprimée par un individu ou un groupe;

3^o elle est reconnue par la communauté dont elle est issue comme répondant aux attentes de cette dernière en tant qu'expression de son identité culturelle et sociale;

4° ses normes et ses valeurs sont transmises oralement, par imitation ou par d'autres manières;

5° elle est conforme aux principes des Droits de l'Homme;

6° elle recouvre au moins une des activités humaines touchant aux domaines suivants :

a) Formes d'expressions orales;

b) Fêtes, spectacles et jeux traditionnels;

c) Artisanat et savoirs-faire;

d) Connaissances et pratiques traditionnelles concernant la nature, dont l'agriculture et l'alimentation;

e) Rites et coutumes.

En outre, la manifestation peut remplir les critères suivants :

1° elle est constamment recréée par la communauté dont elle est issue en fonction du milieu et de l'histoire de celle-ci;

2° elle procure aux individus et aux groupes qui la pratiquent un sentiment de continuité et d'identité;

3° elle présente des qualités esthétiques.

Art. 16 procédure d'octroi

§ 1^{er}. La demande peut être introduite auprès de l'Administration

— soit par la personne responsable de la manifestation;

— soit à l'initiative de la Commission;

— soit à la demande écrite du Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune sur le territoire de laquelle la manifestation a lieu;

— soit à la demande écrite d'au moins cent (100) personnes majeures domiciliées en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-capitale, dont au moins la moitié peuvent faire la preuve qu'elles sont impliquées activement dans la manifestation.

§ 2 Le dossier de demande d'octroi du titre de chef-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel comprend, en trois exemplaires, les documents suivants :

1° les coordonnées de l'opérateur;

2° une note décrivant la façon dont la manifestation répond aux critères d'octroi du titre de chef-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel.

A dater de la réception des documents par l'Administration et jusqu'à la prise de décision par le Ministre, l'opérateur est tenu d'informer l'Administration de la date et du lieu de ses manifestations publiques et de lui fournir tous les documents ou publications adressés au public.

§ 3 L'Administration transmet le dossier complet à la Commission.

Art. 17 procédure de suspension et de retrait

La suspension de l'octroi du titre peut être prononcée par le Ministre moyennant le respect des modalités suivantes :

a) un rapport de la Commission proposant la suspension sur base du constat qu'un ou plusieurs des critères d'octroi n'a pas été effectif pendant une période de plus de trois mois;

b) la notification par le Ministre à l'opérateur de cette proposition de suspension avant l'examen de celle-ci par la Commission;

c) l'audition des organisateurs par la Commission ou un de ses représentants ou, si l'opérateur en exprime le souhait, le dépôt d'un mémoire, dans un délai de trente jours à dater de la notification de la proposition de retrait par le ministre;

d) la remise de l'avis de la Commission au Ministre.

La suspension est prononcée en signe d'avertissement unique avant un retrait définitif.

La suspension est prononcée pour un délai de six mois à dater de la notification par le Ministre à l'opérateur, délai au terme duquel la Commission réexamine la situation et propose le retrait définitif ou, à nouveau, l'octroi du titre.

Section 2^e. — Les subventions octroyées aux opérateurs organisant un chef-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel

Art. 18 objectifs de la subvention

Le Ministre peut, dans la limite des crédits budgétaires, accorder des subventions dans le but de favoriser la préservation de cette manifestation, d'enregistrer son aspect sur des supports physiques et pour la réalisation, l'acquisition et la restauration de l'équipement indispensable à la pratique, au maintien ou à la transmission de la manifestation.

Art. 19 Le taux de la subvention est fixé à 60% du prix réel de l'équipement.

Le montant de la subvention est diminué de toute autre aide publique se rapportant au même objet.

Art. 20 Pendant une période de dix ans, à dater de la liquidation de la subvention, l'équipement subventionné ne peut ni être cédé à titre onéreux ou gratuit, ni être prêté sans l'accord préalable du Ministre. L'opérateur en possède toutefois la pleine jouissance et en supporte la totalité des frais d'entretien et de réparation. Elle assume l'entière responsabilité de son utilisation et de sa bonne conservation. Dès constat, elle informe l'administration de la perte, du vol ou de la destruction de l'équipement subventionné.

Art. 21. procédure d'octroi

La demande de subvention est adressée à l'Administration qui l'enregistre et en accuse réception.

L'Administration la communique sans délai à la Commission.

Art. 22. La demande est établie en double exemplaire sur formulaires délivrés par l'Administration. Elle mentionne toutes les informations utiles à son instruction.

A l'appui de la liste détaillée de l'équipement objet de la demande, le demandeur joint une ou plusieurs offres de prix émanant de fournisseurs consultés. Chaque offre précisera outre les caractéristiques techniques de l'équipement, son prix unitaire, le taux de la taxe sur la valeur ajoutée ainsi que tous les éléments constitutifs du prix de revient tels que le transport, ristourne éventuelle consentie par le fournisseur, ... Seront fournis, selon le cas, tous les documents préparés en vue de la passation de marché.

Art. 23. L'Administration notifie au demandeur le montant de la subvention octroyée sur avis de la Commission.

Art. 24. A dater de l'envoi de l'accusé de réception visé à l'article 21, le demandeur est autorisé à commander l'équipement pour lequel la subvention est sollicitée. Cette autorisation ne vaut en aucun cas promesse de subvention. Toute commande antérieure à cette date entraîne le refus de la subvention.

Art. 25. Préalablement à la liquidation de la subvention, le demandeur fournit à l'Administration, dans un délai fixé dans la notification visée à l'article 23 la facture d'achat de l'équipement subventionné délivrée par son fournisseur. Ce document reprendra les éléments apparaissant dans l'offre retenue et dont question à l'article 22. Il portera, en toutes lettres, la mention « certifié sincère et véritable à la somme de... » et sera signé et daté par le fournisseur.

S'il fait appel à plusieurs fournisseurs, toutes les factures seront fournies en un seul envoi.

Art. 26. Dès réception des documents prévus à l'article 25, la subvention est mise en liquidation par l'Administration. Le montant de la subvention est liquidé en une seule fois.

Art. 27. Dans le délai de trente jours qui suit le paiement de la subvention, le demandeur est tenu de fournir à l'Administration la preuve de paiement des factures relatives à l'équipement subventionné.

Art. 28. Dans le cas de cession, vol, destruction de l'équipement subventionné endéans la période de dix ans visée à l'article 20, l'Administration exigera le remboursement de la subvention proportionnellement à la valeur de l'équipement, sauf dans le cas où l'indemnité versée par l'assurance est utilisée à des fins de rééquipement équivalent.

Cette valeur tient compte, vétusté déduite, du prix d'achat de l'équipement subventionné et du montant de la subvention octroyée.

En cas de dissolution durant la période de 10 ans visée à l'article 20, le bénéficiaire est tenu d'en informer sans délai l'Administration et remet l'équipement subventionné à l'Administration dans un délai ne dépassant pas trois mois.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 29. Les demandes de subventions pour de l'équipement relatif au patrimoine immatériel introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté restent soumises aux dispositions antérieurement en vigueur.

Art. 30. L'introduction d'une demande de subvention ne peut être acceptée si une demande antérieure est encore en instance auprès de l'Administration.

Art. 31. Le Ministre ayant la Culture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 32. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2004

Bruxelles, le 4 septembre 2003

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
C. DUPONT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 1622

[2004/201236]

4 SEPTEMBER 2003 — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de titels van levendige culturele schat en meesterwerk van het mondeling en immaterieel patrimonium en betreffende de toekenning van subsidies aan de personen die deze titel hebben gekregen en aan de operateurs die de evenementen organiseren waarvoor die titels werden toegekend

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op hoofdstuk VII van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de roerende culturele goederen en het immaterieel patrimonium van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 26 mei 2003

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 februari 2003

Gelet op het advies van de Minister van Begroting van 27 februari 2003

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Cultuur behoort,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. In de zin van dit besluit, wordt verstaan onder :

1. « mondelinge uitdrukkingsvormen » : de traditionele voorstellingen en uitdrukkingsvormen voor communicatie en informatie op het gebied van dichtkunst, geschiedenis, mythen, legenden en andere verhaalvormen (met inbegrip van literatuur, mondeling geheugen en traditionele sprookjes), die de Franse taal of de endogene talen gebruiken.

2 « traditionele voorstelling » : de vertolkingskunsten die bij culturele feestelijke of ceremoniële evenementen worden beoefend. Onder die uitdrukkingsvormen worden bedoeld : lichamelijke uitdrukking, muziek, toneel, poppentheater, spelen, zingen en dansen.

3 « ambacht en vakkundigheid » : de traditionele technieken in verband met de vervaardiging, het onderhoud en de restauratie van het roerend patrimonium (met inbegrip van het roerend patrimonium in verband met het immaterieel patrimonium), van het onroerend patrimonium of van elke machine of elk werktuig die/dat noodzakelijk is voor de vervaardiging of de verwezenlijking van een roerend cultureel goed.

4 « traditie » : de sociale praktijken en voorstellingen die uit het verleden van de ene generatie op de andere worden overgedragen en waaraan de groep een bijzonder statuut toekent.

5 « operateur » : natuurlijke persoon of rechtspersoon die de evenementen van het immaterieel patrimonium van de Franse Gemeenschap organiseert.

HOOFDSTUK II. — *Levendige culturele schatten*

Afdeling 1. — Titel van levendige culturele schat

Art. 2 toekenningsprocedure

§ 1. De aanvraag kan bij de Administratie worden ingediend

- ofwel door de persoon zelf;
- ofwel op initiatief van de Commissie;
- ofwel op schriftelijke aanvraag van het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente op het grondgebied waarvan de persoon zijn woonplaats heeft;
- ofwel op schriftelijke aanvraag van ten minste honderd meerderjarige personen die hun woonplaats hebben in het Frans taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad.

§ 2 Het dossier van de aanvraag om toekenning van de titel van levendige culturele schat omvat, in drievoud, de volgende documenten :

- 1° de personalia van de persoon;
- 2° een nota waarin wordt aangetoond dat hij, door zijn activiteiten of bevoegdheden, voldoet aan de criteria voor de toekenning van de titel van levendige culturele schat;
- 3° zijn schriftelijke toestemming om de titel van levendige culturele schat te krijgen en om de overdracht van zijn kennis of vakkundigheid te bevorderen.

Vanaf de datum van ontvangst van de documenten door de Administratie en totdat de Minister een beslissing heeft genomen, wordt de persoon ertoe gehouden de administratie op de hoogte te brengen van de datum en de plaats van zijn publieke evenementen en haar alle documenten of publicaties bestemd voor het publiek te bezorgen.

§ 3 De Administratie zendt het volledige dossier aan de Commissie over.

Art. 3 gebruik en procedure voor de schorsing en de intrekking van de titel

§ 1. De persoon die de titel « levendige culturele schat » heeft gekregen, voert die gedurende zijn hele leven.

§ 2 De schorsing van de toekenning van de titel kan worden uitgesproken door de Minister mits naleving van de volgende nadere regels :

- a) een verslag van de Commissie waarin de schorsing wordt voorgesteld op grond van de vaststelling dat één of meer toekenningscriteria niet werd(en) vervuld gedurende een periode van meer dan drie maanden of dat misbruik werd gemaakt van de titel;
- b) de kennisgeving door de Minister aan de betrokken persoon van dat voorstel tot schorsing voordat de Commissie dit voorstel heeft onderzocht;
- c) het verhoor van de persoon door de Commissie of één van haar vertegenwoordigers of, indien de persoon dit wenst, het indienen van een scriptie, binnen een termijn van dertig dagen vanaf de kennisgeving van het voorstel tot intrekking door de Minister;
- d) het uitbrengen van het advies van de Commissie aan de Minister.

De schorsing wordt uitgesproken als enige waarschuwing vóór een definitieve intrekking.

De schorsing wordt uitgesproken voor een termijn van zes maanden te rekenen vanaf de datum van de kennisgeving door de Minister aan de operateur; bij het verstrijken van die termijn onderzoekt de Commissie de toestand opnieuw en stelt ze de definitieve intrekking, of, opnieuw, de toekenning van de titel, voor.

Afdeling 2. — toekenning van subsidies aan de levendige culturele schat

Art. 4 doelstellingen van de subsidie

De Minister kan, binnen de perken van de begrotingskredieten, subsidies toekennen aan de persoon die erkend werd als levendige culturele schat, om zijn activiteiten te bevorderen, de overdracht van zijn kennis en vakkundigheid aan opvolgers te bevorderen en om de uitrusting te vervaardigen, aan te schaffen en te restaureren die noodzakelijk is voor de uitoefening, het behoud of de overdracht van zijn activiteiten in verband met het immaterieel patrimonium.

Art. 5 De subsidie bedraagt 60% van de werkelijke prijs van de uitrusting;

Het bedrag van de subsidie wordt verminderd met elke andere overheidssteun die betrekking heeft op hetzelfde onderwerp.

Art. 6 Gedurende een periode van tien jaar, te rekenen vanaf de datum van de uitkering van de subsidie, mag de begunstigde de gesubsidieerde uitrusting noch onder bezwarende titel of kosteloos afstaan, noch lenen zonder de voorafgaande toestemming van de Minister. De begunstigde heeft er echter het volle genot van en draagt de totale kosten voor het onderhoud en de herstelling ervan. Hij draagt de volle verantwoordelijkheid voor het gebruik en het onderhoud ervan. Zodra hij dit vaststelt, verwittigt hij de administratie ervan dat de gesubsidieerde uitrusting werd verloren, gestolen of vernietigd.

Bij overlijden van de persoon die als « levendige culturele schat » werd erkend, moeten zijn rechthebbenden de Administratie zonder verwijl ervan verwittigen.

De rechthebbenden geven de gesubsidieerde uitrusting aan de Administratie binnen een termijn van drie maanden terug, behalve als zij het bewijs kunnen leveren dat ten minste één onder hen die voor equivalente doeleinden gebruikt.

Art. 7. toekenningsprocedure

De aanvraag om subsidie wordt gericht aan de Administratie, die deze inschrijft en er ontvangst van meldt.

De Administratie deelt die zonder verwijl aan de Commissie mee.

Art. 8. De aanvraag wordt in tweevoud opgesteld op formulieren die door de Administratie worden uitgereikt.

Ze geeft alle inlichtingen op die nuttig zijn voor haar onderzoek.

Samen met de gedetailleerde lijst betreffende de uitrusting waarvoor de aanvraag wordt ingediend, zendt de aanvrager één of meer prijsvoorstellen over die door geraadpleegde leveranciers werden gedaan. Elk voorstel bepaalt, naast de technische kenmerken van de uitrusting, haar eenheidsprijs, het cijfer van de belasting op de toegevoegde waarde alsook alle elementen waaruit de kostprijs bestaat, zoals vervoer, korting die eventueel door de leverancier wordt gegeven,... In voorkomend geval zullen alle documenten worden overgelegd die werden voorbereid met het oog op de gunning van de opdracht.

Art. 9. De Administratie geeft de aanvrager kennis van het bedrag van de subsidie die op advies van de Commissie werd toegekend.

Art. 10. Vanaf de datum van toezending van het ontvangstbewijs bedoeld in artikel 7, wordt de aanvrager ertoe gemachtigd de uitrusting te bestellen waarvoor de subsidie wordt aangevraagd. Die machtiging geldt geenszins als subsidiebelofte. Elke bestelling die vóór die datum werd opgenomen, heeft de weigering van de subsidie tot gevolg.

Art. 11. Vóór de uitbetaling van de subsidie, deelt de aanvrager aan de administratie, binnen een termijn bepaald in de in artikel 9 bedoelde kennisgeving, de door de leverancier uitgereikte factuur voor de aankoop van de gesubsidieerde uitrusting mee. Dat document vermeldt de gegevens die in de in aanmerking genomen aanbidding voorkomen waarvan sprake in artikel 8. Het houdt, voluit geschreven, de volgende vermelding in : « deugdelijk en onvergolden tot het bedrag van... » en wordt door de leverancier ondertekend en gedateerd.

Als hij een beroep doet op verschillende leveranciers, worden alle facturen in één keer verzonden.

Art. 12. Zodra de documenten bedoeld in artikel 11 ontvangen zijn, wordt de subsidie door de Administratie uitbetaald. Het bedrag van de subsidie wordt in één enkele keer uitbetaald.

Art. 13. Binnen de termijn die volgt op de uitbetaling van de subsidie, moet de aanvrager de administratie het bewijs leveren dat de facturen betreffende de gesubsidieerde uitrusting werden betaald.

Art. 14. Als de gesubsidieerde uitrusting binnen de in artikel 6 bedoelde periode van tien jaar wordt afgestaan, gestolen of vernietigd, vergt de Administratie de terugbetaling van de subsidie in verhouding tot de waarde van de uitrusting, behalve als de vergoeding die door de verzekeringsmaatschappij wordt gestort, wordt aangewend voor een nieuwe gelijkwaardige uitrusting.

Die waarde brengt, afgezien van de verouderde staat, de aankoopprijs van de gesubsidieerde uitrusting en het bedrag van de toegekende subsidie in rekening.

De rechthebbenden van een persoon die de titel « Levendige culturele schat » heeft gekregen en overleden is, genieten die subsidie niet.

HOOFDSTUK III. — *Meesterwerk van het mondeling en immaterieel patrimonium*

Afdeling I. — Titul van meesterwerk van het mondeling en immaterieel patrimonium

Art. 15. toekenningscriteria

Om de titel van meesterwerk van het mondeling en immaterieel patrimonium te verkrijgen, moet het evenement voldoen aan de volgende criteria :

- 1° het steunt op traditie;
- 2° het wordt door een individu of een groep uitgedrukt;
- 3° het wordt door de gemeenschap waarvan het afkomstig is, erkend als beantwoordend aan de verwachtingen van deze gemeenschap en als zijnde de uiting van haar culturele en sociale identiteit;
- 4° zijn normen en waarden worden mondeling overgedragen, via imitatie of op andere wijzen;
- 5° het is in overeenstemming met de beginselen van de Rechten van de Mens;
- 6° het omvat ten minste één van de menselijke activiteiten in verband met de volgende gebieden :
 - a) mondelinge uitdrukingsvormen;
 - b) traditionele feesten, voorstellingen en spelen;
 - c) ambacht en vakkundigheid;
 - d) traditionele kennis en praktijken betreffende de natuur, onder meer inzake landbouw en voeding;
 - e) rituelen en gewoonten.

Het evenement kan bovendien de volgende criteria vervullen :

- 1° het wordt voortdurend opnieuw gecreëerd door de gemeenschap waarvan het afkomstig is op grond van de omgeving en de geschiedenis van die gemeenschap;
- 2° het verschaft de individuen en groepen die het beoefenen een gevoel van continuïteit en identiteit;
- 3° het vertoont esthetische kwaliteiten.

Art. 16. toekenningsprocedure

§ 1. De aanvraag kan bij de Administratie worden ingediend

- ofwel door de persoon die verantwoordelijk is voor het evenement;
- ofwel op initiatief van de Commissie;

- ofwel op schriftelijke aanvraag van het College voor Burgemeester en Schepenen van de gemeente op het grondgebied waarvan het evenement zal plaatsvinden;
- ofwel op schriftelijke aanvraag van ten minste honderd (100) meerderjarige personen die wonen in het Frans taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, waaronder ten minste de helft het bewijs kan leveren dat ze actief betrokken is bij het evenement.

§ 2 Het dossier voor de aanvraag om toekenning van de titel van meesterwerk van het mondeling en immaterieel patrimonium bestaat, in drievoud, uit de volgende documenten :

- 1° de personalia van de operateur;
- 2° een nota met beschrijving van de wijze waarop het evenement beantwoordt aan de criteria voor de toekenning van de titel van meesterwerk van het mondeling en immaterieel patrimonium.

Vanaf de datum van ontvangst van de documenten door de Administratie en totdat de Minister de beslissing heeft genomen, wordt de operateur ertoe gehouden de Administratie op de hoogte te brengen van de datum en de plaats van zijn publieke evenementen en haar alle documenten of publicaties te bezorgen die voor het publiek bestemd zijn.

§ 3 De Administratie deelt het volledige dossier aan de Commissie mee.

Art. 17. procedure voor schorsing en intrekking

De schorsing van de toekenning van de titel kan door de Minister worden uitgesproken mits naleving van de volgende nadere regels :

- a) een verslag van de Commissie houdende het voorstel tot schorsing op grond van de vaststelling dat één of meer toekenningscriteria niet werd(en) vervuld gedurende een periode van meer dan drie maanden;
- b) de kennisgeving door de Minister aan de operateur van dat voorstel tot schorsing voordat het door de Commissie wordt onderzocht;
- c) het verhoor van de organisatoren door de Commissie of één van zijn vertegenwoordigers of, indien de operateur dit wenst, de indiening van een scriptie binnen een termijn van dertig dagen vanaf de datum van kennisgeving van het voorstel tot intrekking door de minister;
- d) het uitbrengen van het advies van de Commissie aan de Minister.

De schorsing wordt uitgesproken bij wijze van enige waarschuwing vóór een definitieve intrekking.

De schorsing wordt uitgesproken voor een termijn van zes maanden vanaf de datum van de kennisgeving door de Minister aan de operateur; bij het verstrijken van die termijn onderzoekt de Commissie de situatie opnieuw en stelt ze ofwel de definitieve intrekking ofwel opnieuw de toekenning van de titel voor.

Afdeling II. — Subsidies toegekend aan de operateurs die een meesterwerk van het mondeling en immaterieel patrimonium organiseren

Art. 18. doelstellingen van de subsidie

De Minister kan, binnen de perken van de begrotingskredieten, subsidies toekennen om dat evenement te behouden, om het op materiële dragers op te nemen en om de uitrusting te vervaardigen, aan te schaffen en te restaureren die onontbeerlijk is voor het beoefenen, het behouden of het overdragen van het evenement.

Art. 19. De subsidie wordt vastgesteld op 60% van de werkelijke prijs van de uitrusting.

Het bedrag van de subsidie wordt verminderd met elke andere overheidssteun in verband met hetzelfde onderwerp.

Art. 20. Gedurende een periode van tien jaar te rekenen vanaf de datum van uitkering van de subsidie, kan de gesubsidieerde uitrusting noch onder bezwarte titel of kosteloos worden afgestaan, noch geleend worden zonder de voorafgaande toestemming van de Minister. De operateur heeft er echter het volle genot van en draagt de totale kosten voor het onderhoud en de herstelling ervan. Hij neemt de volle verantwoordelijkheid voor het gebruik en het behoud ervan op zich. Zodra hij dit vaststelt, verwittigt hij de administratie ervan dat de gesubsidieerde uitrusting werd verloren, gestolen of vernietigd.

Art. 21. toekenningsprocedure

De aanvraag om subsidie wordt gericht aan de Administratie, die ze inschrijft en er ontvangst van meldt.

De Administratie zendt die onverwijld aan de Commissie over.

Art. 22. De aanvraag wordt in tweevoud opgemaakt op door de Administratie afgeleverde formulieren.

Ze vermeldt alle inlichtingen die nuttig zijn voor haar onderzoek.

Samen met de gedetailleerde lijst van de uitrusting waarvoor de subsidie wordt aangevraagd, zendt de aanvrager één of meer prijsvoorstellen over die van de geraadpleegde leveranciers afkomstig zijn. Elk voorstel bepaalt, naast de technische kenmerken van de uitrusting, haar eenheidsprijs, het cijfer van de belasting op de toegevoegde waarde alsook alle elementen waaruit de kostprijs bestaat zoals het vervoer, de door de leverancier eventueel toegekende korting,... In voorkomend geval zullen alle documenten worden overgelegd die voorbereid zijn met het oog op de gunning van de opdracht.

Art. 23. De Administratie geeft de aanvrager kennis van de subsidie die op advies van de Commissie werd toegekend.

Art. 24. Vanaf de datum van verzending van het ontvangstbewijs bedoeld bij artikel 21, wordt de aanvrager ertoe gemachtigd de uitrusting te bestellen waarvoor de subsidie wordt aangevraagd. Die machtiging geldt geenszins als subsidiebelofte. Elke bestelling die vóór die datum werd opgenomen, heeft de weigering van de subsidie tot gevolg.

Art. 25. Voordat de subsidie wordt uitgekeerd, bezorgt de aanvrager aan de Administratie, binnen een termijn vastgesteld in de kennisgeving bedoeld in artikel 23, de door de leverancier afgeleverde factuur voor de aankoop van de gesubsidieerde uitrusting. Dat document vermeldt de gegevens die in de in aanmerking genomen aanbieding voorkomen waarvan sprake in artikel 22. Het houdt, voluit geschreven, de volgende vermelding in : « deugdelijk en onvergolden tot het bedrag van... » en wordt door de leverancier ondertekend en gedateerd.

Als hij een beroep doet op verschillende leveranciers, worden alle facturen in één keer verzonden.

Art. 26 Zodra de documenten bedoeld in artikel 25 ontvangen zijn, wordt de subsidie door de Administratie uitbetaald. Het bedrag van de subsidie wordt in één enkele keer uitbetaald.

Art. 27. Binnen een termijn van dertig dagen na de uitbetaling van de subsidie, wordt de aanvrager ertoe gehouden de Administratie het bewijs te leveren dat de facturen in verband met de gesubsidieerde uitrusting werden betaald.

Art. 28 Als de gesubsidieerde uitrusting binnen de in artikel 20 bedoelde periode van tien jaar wordt afgestaan, gestolen of vernietigd, vergt de Administratie de terugbetaling van de subsidie in verhouding tot de waarde van de uitrusting, behalve als de vergoeding die door de verzekeringsmaatschappij wordt gestort, wordt aangewend voor een nieuwe gelijkwaardige uitrusting.

Die waarde brengt, afgezien van de verouderde staat, de aankoopprijs van de gesubsidieerde uitrusting en het bedrag van de toegekende subsidie in rekening.

In geval van ontbinding gedurende de periode van 10 jaar bedoeld in artikel 20 moet de begunstigde zonder verwijl de Administratie ervan op de hoogte brengen en de gesubsidieerde uitrusting aan de Administratie teruggeven binnen een termijn van niet meer dan drie maanden.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 29 Op de aanvragen om subsidies voor de uitrusting in verband met het immaterieel patrimonium die werden ingediend vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, blijven de bepalingen van toepassing die vroeger van kracht waren.

Art. 30 Een aanvraag om subsidie kan niet worden aanvaard indien een vroegere aanvraag nog in behandeling is bij de Administratie.

Art. 31 De Minister tot wiens bevoegdheid de Cultuur behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 32 Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2004.

Brussel, 4 september 2003

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
C. DUPONT

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 1623

[S - C - 2004/29131]

22 OCTOBRE 2003 — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française organisant l'alimentation et le contrôle du Fonds intersyndical des secteurs de la Communauté française pour ce qui concerne le secteur de l'enfance

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. »;

Vu l'arrêté du 11 décembre 1995 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 octobre 2003

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 octobre 2003

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 28 novembre 2002

Sur proposition du Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 22 octobre 2003

Arrête :

Article 1^{er}. Le Fonds intersyndical des secteurs de la Communauté française, ci-après dénommé « le Fonds », sis rue du Page 69-75, à 1050 Bruxelles, au compte n° 001-4087610-09, est alimenté annuellement par l'Office de la Naissance et de l'Enfance sur ses crédits.

Art. 2 Un montant maximum de 49.578,7 euros est destiné à permettre l'octroi d'une prime syndicale aux membres du personnel des services assurant des mesures d'encadrement pour l'accueil de l'enfance, pour autant que ces personnes aient la qualité d'affiliés cotisants auprès d'une des organisations syndicales représentées en Commission paritaire n° 305.02 et considérée dès lors, comme « organisations syndicales représentatives ».

Art. 3 Les primes syndicales sont payées aux personnes citées à l'article 2 dans la limite des crédits disponibles et, sauf cas de force majeure, dans le courant de l'année qui suit celle du paiement de leurs cotisations, dénommée « année de référence ». La première année de référence est 2003

Art. 4 Les éléments suivants sont fixés, mutatis mutandis, en concordance avec les dispositions réglementaires y relatives dans le secteur public :

- le montant de la prime annuelle (à partir de l'année de référence 2003);
- ses conditions d'octroi et les modalités de sa réduction éventuelle;
- la présentation et les fonctions du formulaire de demande;
- le montant forfaitaire des frais administratifs de fonctionnement.

Art. 5 Le Fonds réclame chaque année, sauf cas de force majeure, aux organisations syndicales - dont il a préalablement vérifié la représentativité - une estimation motivée des primes qui doivent être payées pour l'année de référence précédente. Sur base de ces estimations, le Fonds :